

ENERGIE ET ENVIRONNEMENT

La consommation électrique en Espagne repart à la hausse concomitamment à une baisse des émissions de CO2

Le gestionnaire du réseau électrique espagnol REE évalue à 10% la baisse de la consommation électrique enregistrée dans les deux semaines suivant immédiatement l'entrée en vigueur de l'état d'alerte en Espagne le 14 mars, et à -10% supplémentaires les effets du renforcement des mesures de confinement et la période dite « d'hibernation économique », entre le 30 mars et le 12 avril. Dès la semaine suivante, la consommation électrique a connu un rebond de 4 points. Parallèlement, Le ralentissement de l'activité économique (industrie et transport) engendre une chute de 30% des émissions de CO2 (-1,85 Mt de CO2) en mars 2020 par rapport au mois de mars 2019.

Cette crise a permis de constater le bon fonctionnement du système énergétique reposant notamment sur la production d'électricité à partir des énergies renouvelables.

Les centrales nucléaires et thermiques continuent d'opérer normalement. En mars, le parc nucléaire a fourni 24% de la production électrique du pays, un peu moins que l'éolien. Au total les énergies renouvelables ont assuré 50% de la consommation électrique espagnole en mars, contre une moyenne de 44,7% sur la période janvier-février 2020. Le solde des échanges électriques France-Espagne demeure favorable à la France (la balance commerciale d'électricité est structurellement déficitaire pour l'Espagne) mais cet écart s'est réduit au mois de mars en raison notamment d'une augmentation de la production espagnole d'électricité éolienne (+20% par rapport au mois de mars 2019), avec comme corollaire une chute du prix spot de -45% (27,74€/MWh contre 48,82€/MWh au mois de mars 2019) rendant l'électricité espagnole, par moments, plus compétitive vis-à-vis de ses voisins.

Selon la Ministre pour la Transition écologique et 4^{ème} Vice-Présidente du gouvernement, Teresa Ribera, cette crise a permis de démontrer la robustesse du système électrique, particulièrement en matière de sécurité d'approvisionnement. « Les énergies renouvelables intégrées dans le système électrique espagnol ne sont pas étrangères à ce bon fonctionnement car elles ont contribué à maintenir des tarifs compétitifs en ces temps de crise ». Pour la ministre, cette crise est l'occasion d'accélérer le verdissement du modèle énergétique dans le cadre du *Pacte Vert Européen*.

Le Covid-19 met fin à la spéculation naissante sur les points d'accès au réseau électrique pour raccorder de nouveaux projets d'énergies renouvelables

Après une phase d'emballement autour des accès au réseau électrique en 2019 et début 2020, la bulle spéculative naissante s'est dégonflée en raison de la brutale réduction de la demande causée par le confinement. Les demandes de connexion avaient atteint 240 GW, soit près de 2,5 fois la puissance installée électrique totale actuelle (104 GW) juste avant la crise en février 2020. Avec le confinement, la demande s'est contractée entraînant une réduction du prix d'accès au réseau : entre 100 000 et 250 000 € par mégawatt il y a quatre mois de puissance du projet, contre 50 000 à 70 000 € aujourd'hui. Cette baisse des prix peut aussi être imputée à REE qui a durci les prérequis réglementaires nécessaires pour donner un point d'accès au réseau.

Les professionnels du secteur photovoltaïque en Espagne plaident pour l'organisation de nouvelles enchères

Entre 2016 et 2017, le gouvernement espagnol s'est employé à redynamiser le secteur des énergies renouvelables en organisant des "subastas" (enchères) pour un total de 8,5 GW. Aujourd'hui, l'union pour le

photovoltaïque espagnol (UNEF) demande au gouvernement d'organiser de nouvelles enchères qui permettraient de relancer l'essor des technologies renouvelables et de répondre aux exigences du Plan National Intégré Energie Climat (PNIEC), à savoir l'installation annuelle de 3 à 4 GW de solaire photovoltaïque entre 2021 et 2030. L'UNEF souhaite toutefois que ces enchères répondent à certaines exigences, notamment en matière de périodicité (tous les six mois), de prise en compte des évolutions technologiques ou encore de prérequis pour présenter un projet (économiques, physiques, normatifs). Dans le contexte actuel de crise économique, les "subastas" sont vues comme un moyen de lever partiellement les incertitudes futures en offrant des signaux aux investisseurs.

TRANSPORT ET INDUSTRIE

Transports

La reprise des activités "non essentielles" n'est pas synonyme d'une reprise dans le secteur du transport des marchandises

Malgré la reprise des activités dites non essentielles depuis le 13 avril, l'activité du fret routier reste inférieure d'environ 50% par rapport à la situation d'avant crise. L'association des entreprises du transport routier demande que le gouvernement établisse de façon urgente un plan de "sauvetage" pour le secteur, comprenant notamment un moratoire sur le paiement du financement des véhicules, leur assurance et le carburant afin d'éviter la faillite généralisée de milliers de petites entreprises indépendantes.

Les ports se préparent à une potentielle arrivée massive de conteneurs chinois

Les terminaux et dépôts portuaires ont préparé des plans d'urgence dans l'hypothèse d'une possible saturation due à l'afflux massif de conteneurs en provenance de Chine. Si la relance de l'économie asiatique est effective en Chine, les importateurs espagnols pourraient, quant à eux, rencontrer des difficultés à livrer les marchandises compte tenu des fermetures d'entreprises sur tout le territoire. « *Lorsque l'économie chinoise s'est arrêtée, il manquait des conteneurs vides en Europe pour livrer nos exportations. Maintenant, le problème s'est inversé : les conteneurs complets commencent à arriver dans les ports espagnols et européens, mais les entreprises sont fermées, de sorte que les compagnies maritimes doivent libérer des espaces supplémentaires car les terminaux finiront par être saturés* ». <http://www.transportexxi.com/terminales-y-depots-elaboran-plan-de-contingencia/>

Mesure nécessaire pour le transport des fruits et des légumes : le ministère des transports autorise deux chauffeurs en cabine de conduite

En Espagne, en plus des dispositions autorisant la présence de deux chauffeurs en cabine - même sur une seule rangée de sièges - et à condition de respecter les mesures de protection recommandées par les autorités sanitaires, la direction générale des Transports a élargi cette possibilité aux fourgonnettes, vans ou véhicules de tourisme publics ou privés, dédiés au transport public de marchandises ou de biens propres (ordonnance TMA/259/2020 du 19 mars). La faculté d'avoir un double équipage est également permise dans les principaux pays destinataires des produits espagnols à savoir la France, l'Italie, l'Allemagne, le Portugal ou la Belgique.

La ministre pour la Transition écologique envisage le vélo comme mesure de distanciation sociale

En s'inspirant de la pratique française, Mme Teresa Ribera a demandé à ses équipes d'étudier les modalités d'un soutien au développement du vélo comme moyen de transport alternatif, garant de la distanciation sociale. L'Espagne pourrait s'en inspirer dans la phase de déconfinement graduel envisagée à partir de mi-mai.

La libéralisation du transport ferroviaire de voyageurs risque d'être retardée par le Covid-19.

A quelques mois de l'ouverture du marché de transport ferroviaire de voyageurs à grande vitesse, le gestionnaire de l'infrastructure ADIF a décidé de reporter la signature des contrats-cadre avec les opérateurs ferroviaires présélectionnés, dans l'attente de l'arbitrage concernant le différend juridique entre la Renfe,

l'opérateur historique et la CNMC, l'autorité de la concurrence. Si à ce stade ce différend juridique ne semble pas obérer le calendrier prévu de la libéralisation (14 décembre 2020), la véritable crainte réside dans la durée de la crise sanitaire que personne n'anticipe et les effets de cette dernière sur le marché de la mobilité.

Industrie

Les grandes industries et le secteur du commerce demandent plus de soutien au gouvernement

L'industrie espagnole, composée de grandes entreprises et majoritairement de TPE/PME (secteur industriel qui représente environ 13% du PIB espagnol, 12% de l'emploi direct, bien que ses effets indirects atteignent respectivement, 43% de la richesse nationale et 30% de l'emploi), estime que le gouvernement devrait davantage prendre en compte les difficultés du secteur en préparant des mesures pour une sortie de crise. L'Alliance pour la compétitivité de l'industrie espagnole, formée par 7 des grands employeurs sectoriels (automobile, raffinage, papier, chimie et pharmacie, alimentation et boissons, cimenterie et sidérurgie) exige un plan pour stimuler l'investissement public dans les infrastructures, le logement public et la réhabilitation, le soutien à la demande de véhicules automobiles, la réduction temporaire des charges fiscales, la diminution des coûts de l'énergie et l'aide aux exportations.

En avril, quasiment aucune vente de véhicules neufs en Espagne

Avec une chute de 98% des ventes en avril, l'année 2020 risque de clore sur un bilan catastrophique qui pourrait s'élever à 800 000 véhicules immatriculés en Espagne contre 1,4 million en 2019. Pendant le mois de mars, avec deux semaines en situation de confinement, les ventes de voitures neuves ont chuté de 70%. Aujourd'hui, ce marché est devenu "inexistant" : durant les 20 premiers jours d'avril, seuls 1 182 voitures et 4x4 ont été immatriculés. La reprise des ventes dépendra, tout d'abord, de la reprise économique globale et des attentes des consommateurs, mais aussi "des mesures d'impulsion du gouvernement". En l'absence d'aides adéquates, le marché pourrait chuter de 35% et 40%, "comme aux pires moments de la crise économique de 2008". Cela impliquerait la destruction de 25 000 et 30 000 emplois dans les réseaux de vente, à laquelle il faudrait ajouter les dommages sur les 17 usines automobiles présentes en Espagne (y compris les pièces détachées).

Le confinement européen complique la réouverture des usines d'automobiles.

Les douze usines espagnoles d'assemblage sont prêtes à reprendre la production le 27 avril. Toutefois, l'inconnue reste la perspective d'un retour au rythme normal de production, tant la demande au plan européen s'est effondrée. Sur 2,82 millions de véhicules produits en 2019, 2,31 millions ont été exportés dont 87 % vers les marchés de l'Union Européenne, les principaux clients étant l'Allemagne (480 687 unités), la France (437 550), le Royaume-Uni (327 187) et l'Italie (250 455). Ces quatre pays représentent 53 % des exportations totales d'automobiles de l'Espagne.

Les acteurs de l'automobile se mettent d'accord sur des mesures de prévention et de protection sanitaire pour la reprise du travail dans le contexte du Covid-19.

Les associations patronales de fabricants (ANFAC), concessionnaires (FACONAUTO), fournisseurs de composants (SERNAUTO) et les principaux syndicats de salariés (CCOO et UGT) se sont mis d'accord sur un protocole de protection et prévention dans le secteur automobile, avec l'appui du ministère de l'Industrie. Le protocole prévoit des mesures de contrôle sanitaire avant le retour au travail, la gestion ordonnée de l'entrée/sortie des employés de leur lieu de travail, le nettoyage et la désinfection des locaux, des mesures d'hygiène personnelle des employés, le recours aux équipements de protection dans les lignes de production et des mesures spécifiques pour les unités chargées de l'après-vente et des machines agricoles.

Renault Espagne reprendra une partie de sa production mercredi 29 avril.

Les usines de carrosserie et d'assemblage, Valladolid et Palencia, doivent redémarrer comme celles de mécanique (Valladolid et Séville) qui sont en activité depuis le 16 avril. Toutes les usines du groupe français en Espagne appliquent des protocoles de prévention et de sécurité très stricts pour garantir la sécurité des

effectifs. Chaque salarié doit être contacté individuellement avant la reprise, entretien téléphonique pendant lequel seront expliquées les précautions à prendre et la procédure à suivre pour accéder aux sites.

Seat démarre une campagne de test PCR pour ses 15 000 employés en vue de la reprise progressive de son activité à partir du 27 avril

Ces tests, qui porteront sur un échantillon représentatif de la société, seront anonymes et confidentiels. Le secteur de l'automobile est le premier en Espagne à effectuer ces tests. Au total, plus de 3 000 tests PCR seront effectués chaque semaine pour des employés de production ainsi que pour des salariés d'autres sociétés du groupe Volkswagen en Espagne. En plus de cette détection, les lignes de production seront adaptées afin de maintenir la distance de sécurité de 2m entre les salariés ; tous les salariés recevront des masques chirurgicaux et auront des gels désinfectants à leur disposition ; les installations subiront également un nettoyage complet avant et après chaque changement d'équipe.

Iveco reporte l'ouverture de son usine à Valladolid au 4 mai

L'usine de Valladolid est fermée depuis le 14 mars et près d'un millier d'employés sont actuellement au chômage partiel. La décision d'une reprise en mai est en accord avec la demande des syndicats de retarder le redémarrage de l'usine, en lien avec la durée de la période d'état d'alerte.

Le secteur de la mode demande le soutien du gouvernement.

Selon un rapport d'EY et du BCG sur le secteur espagnol de la mode, celui-ci pourrait voir ses volumes se contracter de 25% en raison de la crise actuelle, avec un risque de fermeture définitive pour de nombreux établissements, faute de liquidités suffisantes pour assurer le paiement des salaires, des loyers et des stocks invendus. Dans ce contexte, les principales associations patronales du secteur (ACOTEX, ANGED, MODA ESPAÑA et ASEPRI) ont publié une tribune demandant cinq mesures de soutien au gouvernement : un cadre légal pour faciliter la négociation des loyers des locaux commerciaux, flexibiliser la garantie de maintien de l'emploi pendant 6 mois à l'issue d'une procédure de chômage partiel, la possibilité de pouvoir présenter une nouvelle demande de chômage partiel une fois la procédure liée au COVID-19 terminée, la possibilité de pouvoir demander au personnel de réaliser des tâches différentes de celles indiquées dans la convention collective et un plan fiscal pour dynamiser le secteur. En Espagne, ce secteur représente 2,8% du PIB et 4,1% de l'emploi.

TOURISME

Le secteur du tourisme aggrave ses prévisions de pertes à 124 Md€ en 2020

Depuis le début de l'état d'alerte, le secteur du tourisme a été un des rares qui a vu son activité complètement s'arrêter. Exceltur, l'association des principales entreprises du secteur, qui avait initialement estimé ses pertes à 55 Md€, évalue désormais l'impact à 124 Md€, soit un effondrement du chiffre d'affaires de 81 % en 2020 par rapport à 2019. Les hypothèses récentes avancées au niveau de l'UE (pas de réservation de voyages en juillet et août) ou certaines prises de parole considérées comme inquiétantes par les acteurs du tourisme (fermeture des bars/hôtels/restaurants pouvant être envisagée jusqu'à la fin de l'année ou mesures sanitaires renforcées sur les plages) ont rendu plausible le pire des scénarios, à savoir une activité touristique fondée uniquement sur le tourisme intérieur vers les résidences secondaires ou au sein de la famille cet été.

La crise sanitaire fait plonger l'activité des appartements touristiques en Espagne.

La location d'appartements touristiques a été l'une des activités qui a connu la plus forte croissance au cours des dix dernières années en Espagne (le parc immobilier a été multiplié par 10 en dix ans). La Fédération espagnole du logement touristique (Fevitur), 23 associations avec un portefeuille de 185 000 logements, avance une baisse du chiffre d'affaires de 2,9 Md€ pour cette année. En cumulé pour 2020, la perte à ce stade s'est élevée à 448 M€, dont près de la moitié correspondent à la période de Pâques, période de congés très suivie en Espagne. Les propriétaires d'appartements touristiques demandent à l'exécutif un plan pour tenter d'atténuer l'impact négatif du coronavirus et réclament un moratoire temporaire sur le paiement des taxes

touristiques ainsi que le report des frais de sécurité sociale. Fevitur exige également que le traitement des dossiers de chômage partiel pour cas de force majeure soit accéléré, pour pallier les problèmes de trésorerie et demande aussi une ligne budgétaire pour la promotion du tourisme intérieur.

Le secteur hôtelier à Madrid durement touché par la pandémie.

Selon une étude réalisée en partenariat entre la mairie de Madrid, l'école d'économie de Madrid et le Ceprede (think tank spécialisé en économie), le Covid-19 détruirait directement plus de 30 000 emplois dans le secteur hôtelier madrilène si le confinement était appliqué pendant une durée totale de 3 mois. Tous secteurs confondus, la pandémie causerait la destruction de 60 500 à 83 000 emplois directs et entre 108 000 et 145 000 postes en y incluant les emplois indirects.

Le secteur touristique estime à 18 Md€ les pertes du secteur liées à la semaine sainte.

L'association patronale des agences de voyages, FETAVE, estime que plus de 70 000 vols ont été annulés pour cette période de vacances très populaire en Espagne, entraînant la perte de 10 millions de billets d'avion et de 15 millions de nuitées d'hôtel. Le segment particulier des bars, restaurants et des loisirs aurait subi un manque à gagner entre 8 et 10 Md€. De nombreuses entreprises du secteur risquent de déposer le bilan faute de liquidités si la crise sanitaire se prolonge et demandent une activation plus rapide des garanties de l'ICO (Institut de Crédit Officiel).

Responsable de la publication : Shanti Bobin

Ambassade de France en Espagne
Service Économique Régional
C/ Marqués de la Ensenada, 10
28004 Madrid

Rédigé par: Alvaro Espino, Pol Faby, Sandra de Gregorio, Yasser Abdoulhousen

Abonnement/désabonnement : espagne@dgtresor.gouv.fr

Internet : www.tresor.economie.gouv.fr/

Suivez-nous sur Twitter : @FR_Eco_Iberica 



Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées.

Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.